

Repenser et remodeler l'Europe

Propositions pour une refondation de l'UE

06.06.2016

Mehr Demokratie e.V. (plus de démocratie)

Arbeitskreis Europa und Welt (Comité d'enquête pour l'Europe et le monde)

Contact:

Stefan Padberg, stefan.padberg@mehr-demokratie.de

Karl-Martin Hentschel, karl.m.hentschel@mehr-demokratie.de

Contenu

La nouvelle Europe: démocratique, maigre, décentralisée	2
1er pilier: constitution de l'UE adoptée par les citoyens	2
2ème pilier: institutions démocratiquement légitimées	3
3ème pilier: introduction à la démocratie directe	5
4ème pilier: décentralisation et régionalisation	5
Questions supplémentaires	7

La nouvelle Europe: démocratique, penchée, décentralisée

Malgré les intérêts conflictuels qui peuvent exister dans notre vie quotidienne, nous, citoyens d'Europe, partage de nombreuses tâches et problèmes communs. Par conséquent, nous souhaitons trouver des solutions et être capables de s'entraider. Nous vivons tous dans la même maison, notre «Maison européenne». Par conséquent, nous doivent parler l'un de l'autre sur le plan de construction de cette maison. Le plan de construction se compose des principes et des valeurs de base et des règles institutionnelles et procédurales selon quelle démocratie au niveau européen devrait fonctionner.

Nous savons que l'UE actuelle est déjà une entité de son propre type. C'est le seul Unité transnationale dotée de compétences législatives. Il n'y avait pas de modèles pour le développement d'une démocratie européenne. Il n'y aura pas de modèles pour l'avancement d'une La démocratie européenne. Nous devons être créatifs et inventer quelque chose de complètement nouveau, tout comme le L'État-nation a été inventé il y a plus de 200 ans.

Un processus de refonte de l'UE ne réussira que s'il diffère considérablement du chemin suivi jusque là. Nous devons discuter d'une redistribution du pouvoir entre les quatre niveaux politiques (Municipalités, régions, États-nations, UE). L'objectif doit être de transférer les compétences À des niveaux plus proches des citoyens. Nous voyons à la fois que l'UE et les États-nations ont des devoirs dans cette décentralisation. Le pouvoir accumulé au niveau de l'UE exige une légitimation plus stricte que avant. Nous proposons donc les piliers suivants pour notre maison européenne:

1er pilier: Constitution de l'UE adoptée par les citoyens

Le poids, la densité et la fréquence des décisions prises au niveau de l'UE, qui ont une Influence massive sur toutes nos vies, nécessite un pouvoir politique au niveau de l'UE - au sein d'une UE Constitution - mieux légitimée aujourd'hui.

A) La Constitution en tant que «Fondation» de la nouvelle Union européenne.

L'unification de l'Europe doit s'effectuer sur la base de principes communs, dans une constitution. Cette constitution repose sur les principes coutumiers des droits de l'homme, la liberté et la démocratie, la primauté du droit et la séparation des pouvoirs. La Charte de l'UE de les droits fondamentaux devraient faire partie de cette nouvelle constitution. cette Constitution dressera une niveau politique supplémentaire. Toutefois, les Etats membres ne perdront pas leurs droits internationaux la souveraineté.

B) Une convention de citoyens en tant que «constructeur» de la nouvelle Union européenne.

La nouvelle Europe est plus qu'une union de gouvernement trop réticents à abandonner leur pouvoir. La nouvelle UE exige une large mobilisation politique des citoyens, de la société civile, des partis et des parlements et un large débat politique avec une possibilité pour les citoyens de s'impliquer.

L'objectif d'une telle mobilisation devrait être de convoquer une décision constitutionnelle élue directement

convention, called by the citizens of the EU – thus a Citizens' Convention. A directly elected convention has the best chance to overcome the concerns and blockades from all political directions and creating a true European Constitution. The outcome must subsequently be submitted to the sovereigns, thus the citizens, in a Europe-wide ballot

Le processus constitutionnel devrait être transparent et pleinement supporté par les médias numériques. Le projet de constitution pourrait inclure des alternatives de vote. Par exemple, une décision finale sur les controverses Il ne faudrait pas poser de questions dans la Convention constitutionnelle, mais pourrait Être soumis aux citoyens d'Europe. Nous avons inclus des informations plus détaillées dans notre Document de position sur la Convention constitutionnelle.

Les citoyens auraient le dernier mot au scrutin européen. Le projet de constitution sera Soit accepté ou rejeté à la majorité simple. En plus d'une majorité européenne de la Les électeurs, la majorité qualifiée de tous les États membres est nécessaire pour adopter la constitution. Par exemple, une majorité des deux tiers, trois quarts ou quatre cinquièmes seraient envisageables. La décision sur la La majorité qualifiée serait basée sur la considération de «légitimation» par rapport à "praticabilité."

Si cette double majorité n'est pas atteinte, la constitution sera rejetée et une nouvelle délibération et la négociation commencera. Si la double majorité est atteinte, la constitution entrera en vigueur dans tous les États membres. Par la suite, les États membres où la constitution a été votée contre devra décider s'ils souhaitent profiter du droit de départ et de s'engager dans autres relations contractuelles avec l'UE.

L'ensemble du processus de la convention doit être établi dans un Traité de la Convention à convenir par tous les États participants avant le processus de la convention peuvent commencer

2ème pilier: institutions démocratiquement légitimées

Une grande entité en filigrane telle que l'UE exige une structure de pouvoir bien pensée et équilibrée. Dans notre opinion, les solutions classiques «présidentielisme» ou «parlementarisme», comment elles sont Établis dans les États membres sous une forme ou une autre, ne peuvent pas simplement être transférés au niveau de l'UE

Le pouvoir énorme d'un chef d'Etat directement élu, plus ou moins capable d'agir comme un "temporaire Roi ", un système présidentiel comme aux États-Unis semble peu souhaitable pour l'UE. Bloqueurs d'énergie entre le parlement et le président sont un prix supplémentaire à payer dans un système présidentiel

Cependant, un système parlementaire avec un gouvernement majoritaire élu par le parlement ne semblent appropriés pour l'Europe non plus. Il existe un risque que les gouvernements nationaux s'opposent à la Gouvernement européen et que la division entre la majorité et l'opposition Nationales ou régionales suivra , par exemple, entre l'Europe du Sud et de l'Est ou entre les anciens et les nouveaux États membres de l'UE.

Par conséquent, notre proposition suit le modèle suisse. La Suisse, le seul État au monde Sans un «bon gouvernement» (Nassim Taleb), a établi une connexion directe expérimentée Par tout citoyen entre le souverain, les municipalités, les cantons et la Fédération

A) Parlement de l'UE

Le point de départ de nos considérations est le Parlement européen, comment cela fonctionne aujourd'hui. C'est la meilleure institution légitimée de l'UE. Nous aimons le caractère relativement ouvert des débats, qui ne sont pas faussés par la question "êtes-vous pour ou contre le gouvernement?" Ce personnage devrait être absolument conservé. Cependant, nous croyons que le Parlement européen devrait avoir le droit de l'initiative dans le processus législatif et le droit budgétaire exclusif.

B) Sénat européen au lieu du Conseil des ministres

Comme tous les États fédéraux, une nouvelle UE exigera également une deuxième chambre parlementaire qui représente les états membres, de sorte que les états plus petits et moins peuplés ne sont pas en retard. Toutefois, cette chambre ne devrait pas être composée de représentants des gouvernements nationaux, car il est actuellement l'affaire au Bundesrat (Conseil fédéral) en Allemagne ou dans le courant Conseil européen. Cela entremêle les organes exécutif et législatif. Ces représentants souvent mettent l'accent sur les intérêts de leurs gouvernements nationaux, dont l'objectif principal est de survivre les prochaines élections à domicile. Trouver la meilleure solution possible pour les citoyens européens n'est que leur deuxième priorité.

Par conséquent, nous proposons un Sénat européen en tant que deuxième chambre des États, qui est composé de Représentants élus directement (sénateurs) des nations ou les régions.

C) Un conseil collégial de l'UE au lieu de la Commission européenne

À la tête de l'organe exécutif de l'UE - en tant qu'administration européenne - nous proposons une Conseil collégial, qui ressemble au modèle du Conseil fédéral suisse plutôt qu'à la Commission européenne actuelle avec ses membres délégués par les gouvernements nationaux. Comme l'un des principales préoccupations de l'Europe est de représenter une variété de nations, de régions et de traditions, la création d'un gouvernement majoritaire, qui polarise l'opinion publique, n'est pas un instrument approprié.

Selon le modèle suisse, le Conseil collégial serait élu tous les quatre ans dans un commun Réunion du Parlement et du Sénat (assemblée européenne). Le conseil serait composé Des membres proposés par les différentes fractions parlementaires, selon leur taille - similaire à la façon dont les comités sont actuellement sélectionnés dans les parlements. Le conseil dans son ensemble fera Décisions, tandis que les membres individuels sont simultanément responsables d'une UE spécifique Département (équivalent à un ministère). Le président changera annuellement par résolution de L'Assemblée européenne.

3ème pilier: introduction à la démocratie directe

Nous faisons du lobbying pour l'initiative citoyenne et le référendum des citoyens au niveau de l'UE. Elles sont Droits fondamentaux des citoyens dans les États démocratiques modernes, ils devraient donc faire partie de la nouvelle Constitution. Nous croyons que la démocratie directe, en particulier, contribue à prévenir l'Europe que le niveau politique s'éloigne du reste de la société et devient bureaucratifié.

A) Initiative

Les citoyens doivent avoir le droit obligatoire de mettre des sujets sur l'agenda politique au niveau de l'UE. Ils Besoin du droit de vote sur ces sujets s'ils ne peuvent pas pénétrer dans la structure institutionnelle de la UE. À cette fin, l'Initiative citoyenne européenne devrait faire partie d'une UE entièrement valable Législation des citoyens. Ainsi, les initiateurs auraient le droit de s'efforcer de voter à l'échelle de l'UE, si le Parlement avait rejeté leur initiative citoyenne.

B) Référendum

Les citoyens devraient conserver le dernier mot dans le processus législatif. Si un nombre minimum des citoyens exigent un "référendum facultatif de l'UE", une loi décidée par le Parlement européen sera mise au bulletin de vote. Il entrera en vigueur uniquement si les citoyens l'approuvent dans un vote à l'échelle de l'UE. Un tiers des États-nations devraient également avoir cette possibilité. Il devrait être obligatoire pour la constitutionnalité des amendements à voter lors d'un référendum des citoyens de l'UE ("référendum obligatoire de l'UE").

C) Double majorité

Pour les décisions des citoyens à l'échelle de l'UE, le principe de la double majorité s'applique. Ainsi, en plus À la majorité des électeurs, une majorité qualifiée des États doit être contactée pour un référendum et / ou vote public pour être valide.

4ème pilier: décentralisation et régionalisation

Une entité aussi vaste que l'UE - comprenant plus de 30 personnes, presque autant de États membres, d'innombrables régions avec des langues, des dialectes et des cultures diverses - devraient être aussi décentralisé autant que possible.

A) Une structure institutionnelle d'un type propre

La nouvelle Europe ne peut pas être un État-nation. Pour nous, la décentralisation est le principe fondamental de la structure de l'état signifie que les compétences sont situées aux niveaux où elles sont le mieux traité et géré. Dans un État national classique, le pouvoir est centralisé au plus haut niveau et ce niveau n'est que récifiquement renvoyé aux niveaux inférieurs.

Une Europe commune doit être une construction individuelle, qui se développe constamment auprès des citoyens, avec une structure décentralisée. La Suisse et aussi la vaste démocratie municipale en la Scandinavie est le modèle le plus approprié pour cela.

Nous exerçons donc un lobbying pour un renforcement des municipalités et des régions resp. fédéral Etats et pour localiser les compétences au niveau le plus bas possible. Nous croyons que les règles au Danemark ou en Suède, où la plupart des décisions politiques sont prises dans les municipalités, sont exemplaire. Les citoyens doivent gérer les problèmes fondamentaux des dispositions publiques au plus au niveau local, dans un échange direct d'opinions et d'intérêts.

B) Catalogue des compétences

Les compétences au niveau de l'UE sont énoncées dans la constitution dans un catalogue de compétences. La structure des compétences devrait être plus facile à modifier que ce n'est actuellement le cas. "Compétence partagée" (Conformément à l'article 4 du TFUE) devrait être évité autant que possible, de sorte que les électeurs savent qui est responsable de la politique à l'heure de voter. À notre avis, seules quelques compétences seraient attribuées au niveau de l'UE, mais ces compétences devraient être aussi complètes que possible.

C) Impôts et finances

La décentralisation exige également que chaque niveau ait ses propres revenus, dont il peut disposer librement. Les nombreux programmes de financement de l'UE, qui impliquent le niveau de l'UE dans de nombreux détails au niveau local devraient être remplacés étape par étape par un système de péréquation budgétaire. Il peut être organisé de même que dans les États-nations entre les régions (États fédéraux) et les municipalités. Ce permettrait des décisions autonomes et démocratiques aux niveaux municipal, régional ou national

Les parlements sur la manière dont les revenus d'impôts devraient être dépensés. Nous croyons que la fiscalité verticale la péréquation de l'UE devrait aller directement dans les régions, renforcer leur position en faveur de l'état nation. Naturellement, cela exige que les régions aient leurs propres parlements, qui peuvent décider de l'allocation des ressources

D) Coopération volontaire et retrait

La coopération politique croissante entre les États européens devrait être volontaire. Ainsi, il est possible que seuls certains États membres puissent élaborer une politique commune dans certains domaines. Par conséquent, à la politique soumise au Parlement de l'UE, seuls les députés de ces États impliqués voteront. Par exemple, si une loi sur l'euro ou la région de Schengen, tous les États non-euro, non Schengen n'auraient qu'une fonction consultative

Les États membres devraient avoir le droit de quitter la nouvelle UE à tout moment si la majorité de leurs citoyens le demandent lors d'un référendum public. Pourtant Constitutions sans droit à quitter sont indésirables d'un point de vue démocratique

Nous comprenons la décentralisation d'une manière qui permet à toute unité administrative (municipalités, Comtés, régions, états) pour se séparer d'une unité supérieure - par une initiative citoyenne et un référendum des citoyens. Le cas échéant, ils peuvent fusionner avec une autre unité administrative

Problèmes supplémentaires

Notre document de position fournit principalement des indications sur la démocratie, l'état de droit et la séparation de pouvoirs. La question centrale est de contrôler le pouvoir de l'État et de la politique. Si nous voulons un citoyen développement des institutions européennes, il faut prendre en considération que des problèmes supplémentaires et des centres de puissance existent. Voici des exemples de ce qui suit:

- La forte concentration du marché dans les médias, qu'il s'agisse de la presse écrite, de la télévision ou des médias sociaux, la commercialisation et certaines lois restrictives sur les médias, qui menacent de limiter liberté des médias
- L'empiètement croissant des gouvernements sur la branche judiciaire tel qu'il est Pologne et Hongrie
- L'influence énorme et le pouvoir disproportionné de la commercialisation commerciale internationale Les entreprises («acteurs mondiaux») qui influencent fortement la législation pour leurs propres avantage; Un développement qui détruit l'équité sociale dans nos sociétés et conduit un Nombre croissant de personnes dans la pauvreté.
- Le pouvoir des banques et des investisseurs à l'échelle mondiale, qui sont capables de pousser même les gouvernements des grands Etats décident pour leur bénéfice
- L'écart croissant entre le nord le plus riche et le sud pauvre de l'UE, qui a a été aggravée par certains déficits de construction de l'euro
- Le rôle de l'UE dans la politique commerciale internationale et dans les accords internationaux tels que TTIP et CETA

Un cadre constitutionnel pour l'Europe devrait tenir compte de ces problèmes et fournir Cadres et limites pour les politiques au niveau européen. Mehr Demokratie parle de ces Questions, en particulier dans le Groupe de recherche Europe et le monde. Pour nous, un aspect majeur joue le rôle le plus important: comment assurer l'influence des citoyens dans un tel environnement? Le statut de cette discussion sera bientôt publié.